

XIIIème Rencontre Européenne d'Analyse des Société Politiques

Enjeux du présent au nom du passé : Qui peut parler de quoi ?

En 2011, Enzo Traverso reconstruisait les débats historiographiques développés depuis la chute du mur de Berlin et affirmait que leur dénominateur commun était de faire de l'histoire un véritable « champ de bataille » : une bataille entre catégories interprétatives ancrées dans la répartition du monde en blocs jusque-là opposés ; une bataille entre méthodes de recherche historique privilégiant l'échelle globale plutôt que celle locale ; mais aussi et surtout une bataille entre mémoires opposées d'un vécu commun passé. Douze ans plus tard, l'histoire est plus que jamais centrale : elle est partie prenante du champ de bataille des conflits présents mais simultanément sa convocation est l'un des principaux instruments pour apaiser ces conflits, voire pour y mettre fin.

Les débats liés à la définition de l'histoire et à la signification présente du passé se sont développés à différents niveaux.

Dans le monde académique, nous assistons à une multiplication des critiques du savoir issu des expériences coloniales. L'invitation à « décoloniser » – c'est-à-dire à mettre en question la manière dont l'expérience euro-centrée a été à l'origine des catégories de la pensée sociale et politique – a été étendue à des faits et à des domaines allant bien au-delà du savoir sur les situations anciennement coloniales. Elle touche désormais les méthodes, mais aussi le langage, l'espace et ses représentations, ainsi que des domaines aussi différents que les façons d'aborder l'éducation, la santé, la pauvreté. Ce débat a eu des répercussions sur la communauté scientifique elle-même, les chercheurs politiquement et scientifiquement « corrects » refusant toute légitimité à ceux qui ne les suivent pas dans ce processus de remise en cause globale. Mais ces débats ne concernent pas seulement les relations entre (anciens) colonisateurs et (anciens) colonisés ; ils sont globaux. Ainsi, dans le même temps mais sous des latitudes toutes autres, la redécouverte des savoirs produits durant le communisme après plus d'une décennie d'oubli a alimenté le débat intellectuel mais aussi les arguments et les actions des acteurs critiques des orientations politiques des gouvernements post-soviétiques.

Dans le monde politique, les rapports internationaux ont été abordés de façon croissante à travers les paradigmes de la réparation, de la restitution et de la reconnaissance. Ce débat a eu une influence capitale sur les dispositifs de politique étrangère ainsi que sur les dynamiques de construction des liens d'appartenance des « non autochtones » à la communauté politique. En France, la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi, lancée en 2019 et présidée par l'historien Vincent Duclert, tout comme la Commission sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie, lancée en 2020 et présidée par Benjamin Stora, sont des exemples par excellence de la double inscription de l'histoire dans le présent : l'histoire au centre

de la boîte à outils de la diplomatie ; mais l'histoire aussi au centre des conflits d'interprétation du présent, au centre des demandes de reconnaissance et de légitime appartenance à la communauté, au centre des processus d'exclusion sociale, au centre des processus de construction asymétrique des États. Mais là aussi ces problématiques se sont étendues. Ainsi dans les Outremer, la pandémie du Covid-19 a renouvelé les arguments politiques critiquant la situation présente au nom du passé.

Ces débats apparemment très divers partagent plusieurs éléments. En premier lieu, le passé et les fautes commises dans le passé sont principalement pensés à travers le prisme de la réparation et de la restitution, dans le but affiché d'instaurer une mémoire commune, exempte de conflits. En deuxième lieu, ces débats négligent un fait apparemment banal, à savoir le caractère historiquement situé de toute production intellectuelle et l'impossible « neutralité » des analyses et des positionnements. En troisième lieu, la tendance à dénoncer la mauvaise compréhension des faits politiques passés renouvelle le rapport à la « vérité » en considérant notamment que celle-ci ne peut être appréhendée que par une appropriation autochtone de la production du savoir.

L'intensité des conflits qui se jouent autour de l'histoire et à travers elle s'accompagne paradoxalement d'un certain repli, ou de moins d'une réticence croissante du monde intellectuel à s'engager dans d'autres enjeux politiques contemporains, et notamment dans ceux qui touchent à la place des intellectuels dans leur société. Ainsi en est-il de la mobilisation assez timide pour la liberté scientifique de la part d'un monde universitaire qui a tendance à privilégier sa mise en procédure (avec les normes et chartes éthiques par exemple) plutôt qu'à revendiquer sa pleine pratique et notamment son devoir de transgression et de dépassement des contraintes. La façon dont le passé s'invite dans les enjeux contemporains doit aussi être lue comme une remise en cause des façons de concevoir la recherche et d'exercer le métier, comme un renouvellement des conditions de l'engagement et comme l'expression de l'ambivalence des chercheurs par rapport au politique.

La prochaine REASOPO entend explorer les pratiques concrètes par lesquelles des enjeux du présent se jouent au nom du passé. Au départ de cette réflexion, il y a l'idée que le caractère univoque de l'histoire est un leurre, tout comme l'est l'affirmation d'une mémoire partagée, désamorcée des conflits constitutifs de l'expérience du passé et des significations attribuées au passé dans le présent. Prendre en compte de tels conflits revient à explorer les rapports de force qui définissent ceux qui peuvent légitimement parler et ceux qui peuvent légitimement définir les choses sur lesquelles on peut parler ; les enjeux politiques que la réparation et la restitution laissent dans l'impensé ; ainsi que les manières concrètes par lesquelles se construisent des « historicités en dispute », se transmettent des formes plurielles capables de parler du passé, et se jouent les conflits entre celles-ci.

La rencontre, qui se déroulera à Paris le 9-10 février 2023, réunira pour la première fois depuis la fin de la pandémie, tous les membres européens du Réseau. Reprenant l'expérience positive de la Caravane des libertés scientifique, la rencontre est pensée en articulation avec trois séminaires de recherche dans des villes du nord et du sud où notre réseau est davantage représenté : l'un à Turin - où sera notamment abordée la façon par laquelle du comment la question de l'héritage colonial structure les questions sociales et les formes de violence dans le présent, l'autre à Oxford - où sera notamment développé la réflexion sur le couple engagement/désengagement des intellectuels dans la cité, l'autre à Rabat, qui va explorer la question des conflits autour des sources considérées comme légitimes pour documenter les expériences passées dans le présent. Ces différentes initiatives seront l'occasion de revenir sur les vingt premières années d'activité du FASOPO. Elles ont en commun de vouloir réfléchir sur les façons par lesquelles les enjeux du présent qui se jouent au nom du passé peuvent être nommés et sur la place des intellectuels dans de tels enjeux. Dans la tradition des rencontres européennes, les jeunes chercheurs et les chercheurs confirmés du Sud (et d'ailleurs) seront nombreux à participer aux côtés des membres du FASOPO et des universitaires européens.



©Collage Fariba

XIIIème Rencontre Européenne d'Analyse des Sociétés Politiques **Enjeux du présent au nom du passé :** **Qui peut parler de quoi ?**

9 février 2023 – Institut Historique Allemand (18-20h) (8 rue du Parc Royal – 75003)

Julia Tischler (Bâle), « Le royaume des épis de maïs : agriculture, capitalisme agraire et ségrégation en Afrique du Sud, 1902-1948 », discutée par Boris Samuel (Paris)

10 février 2023 - Sciences Po Campus Saint Thomas (1 Place St Thomas d'Aquin – 75007)

9h30 – 9h45 Introduction Irene Bono (Turin), Ramon Sarro (Oxford)

9h45 - 11h15

- **Panel 1 – Réparations, Mise en récit et mise en mémoire** Présidence : Nadia Hachimi (Rabat)
 - Dino Cutolo (Sienne) ; Richard Banégas (Paris) ; Aitzpea Leizaola (Bilbao) ; Irene Bono (Turin) ; Antonela Capelle-Pogacean (Paris)

11h30-13h30

- **Panel 2 – Les effets contemporains de l'expérience coloniale** Présidence : Roberto Beneduce (Turin)
 - René Collignon (Paris) ; Élodie Edwards-Grossi (Paris) ; Guillaume Lachenal (Paris) ; Karima Lazali (Paris) ; Ana Margarida Santos (Durham)

13h30 – 14h30 Pause déjeuner

14h30-15h30

- **Keynote – Nouredine Amara (Alger) : Algérie française, le crime presque parfait. Récits et paradigmes de relaxe** Présidence : Simona Taliani (Turin)

15h30-17h

- **Panel 3 – Voix du passé, ombres du présent** Présidence : Giovanni Levi (Venise)
 - Ramon Sarro (Oxford) ; Badiha Nahhass (Leiden et Rabat) ; Stéphanie Mulot (Toulouse) ; Joao de Pina Cabral (Lisbonne) ; Tim Gibbs (Londres)

17h-18h

- **Débat - Entre sciences sociales et fiction : formes d'expression des mémoires singulières**

FASOPO
FONDS D'ANALYSE DES
SOCIÉTÉS POLITIQUES



SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

